



## Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL

## **Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale Eau - Réponse à l'appel à projets ' Clé en Main ' de la Délégation Extérieure des collectivités territoriales - Mission Maroc pour le lancement du projet de gestion intégrée de la ressource en eau dans la vallée de l'Argen - Approbation**

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

### **Réponse à l'appel à projets « Clé en Main » de la Direction pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT)**

La DAECT du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères propose chaque année des appels à projets pour soutenir l'action extérieure des collectivités. Géographiques, thématiques ou généralistes, ils sont de véritables outils et leviers de soutien pour faire vivre ou émerger les partenariats à l'international.

Depuis 2020, la DAECT propose un appel à projets innovant, le « clés en main ». Il permet aux associations ou Groupement d'intérêt public (GIP) ayant des collectivités membres de proposer des projets mutualisés, fédérant un minimum de cinq collectivités. Cet appel à projets permet de créer une dynamique territoriale innovante entre les collectivités de la région et un accès plus facile de petites collectivités à des projets de coopération en permettant une facilité de financement, un appui méthodologique et la mise en relation avec de nouveaux partenaires internationaux.

Le Réseau Régional Multi-Acteurs Occitanie Coopération a ainsi initié une dynamique à l'échelle de la Région Occitanie en s'appuyant sur des collectivités volontaires. Aux côtés de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, du Département de l'Aude et d'Occitanie Coopération, Montpellier Méditerranée Métropole propose un projet qui vise à développer des coopérations autour de la gestion intégrée des ressources en eau entre les collectivités de la Région Occitanie et les collectivités et gouvernements locaux du Maroc et de la Palestine, à travers des échanges d'expériences et de bonnes pratiques.

La genèse de ce projet est issue d'un dialogue et d'une volonté partagée entre des collectivités de la Région Occitanie déjà engagées dans ces pays et sur cette thématique, de pouvoir dialoguer et collaborer davantage entre elles tout en incitant de nouvelles collectivités à rejoindre leur dynamique. La Région Occitanie dispose de trois accords de coopération avec 3 régions marocaines (l'Oriental, Casablanca Settat, Fès-Meknès) et un accord de coopération depuis plusieurs années avec le Gouvernorat de Tubas en Palestine. Le Département de l'Aude, déjà engagé dans plusieurs accords de coopération (Tunisie, Burkina Faso, Liban) souhaite développer des projets de coopération en Cisjordanie dans le domaine de la gestion de l'eau. Montpellier Méditerranée Métropole a un accord de coopération décentralisée avec l'intercommunalité de la Vallée de l'Argen au Maroc et souhaite redynamiser sa politique de coopération internationale. Ces trois collectivités sont toutes confrontées, à leur échelle respective, aux problématiques et aux enjeux liés à la gestion du petit et du grand cycle de l'eau.

Ces collectivités sont déjà engagées dans des politiques de coopération décentralisée avec leurs homologues de la rive Sud et notamment avec certaines collectivités marocaines et palestiniennes. L'une des thématiques récurrentes au cœur de ces échanges : la gestion durable des ressources en eau.

L'enjeu principal auquel le Maroc doit faire face est la rareté de la ressource en eau. Le stress hydrique est d'ores et déjà très important et les effets combinés du changement climatique et de l'augmentation croissante des besoins en eau, en partie due à l'augmentation démographique, risque d'aggraver la situation. Si l'accès à l'eau potable s'est généralisé, aussi bien en milieu urbain que rural, le Maroc accuse encore un retard important sur l'accès à l'assainissement en zones rurales (source pS-Eau). En s'appuyant par exemple sur le travail mené dans le cadre de la coopération entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Vallée de l'Argen sur la gestion intégrée de la ressource, les collectivités adhérentes au projet pourront dialoguer avec leurs homologues marocains sur la gouvernance de l'eau par le prisme de la gestion des usages, notamment

agricole, problématique partagée d'une rive à l'autre.

En Palestine, le taux de raccordement à un système d'assainissement est inférieur à 1/3 et une part importante des eaux usées est évacuée avec un traitement partiel (usines semi-fonctionnelles) ou sans traitement (fosses d'aisance, égouts à ciel ouvert, etc.). Par ailleurs, l'un des enjeux majeurs en Cisjordanie réside dans l'accessibilité des eaux souterraines. La réalisation et l'exploitation de prélèvements présentent des contraintes techniques et financières en raison de la profondeur importante de la nappe. Les réponses à ce problème sont d'autant plus difficiles à trouver compte tenu des contraintes organisationnelles et administratives qui se posent en raison du contrôle israélien sur les projets d'infrastructures, les quantités prélevées et les déplacements des personnes (source pS-Eau).

En Occitanie, les enjeux autour de la disponibilité de la ressource, sa protection et sa bonne utilisation sont majeurs et ce quel que soit l'échelon local. Si les communes et les EPCI ont l'exclusivité des compétences opérationnelles de la gestion de l'eau, les départements et les régions ont un rôle central dans la gestion des ouvrages du grand cycle de l'eau, la planification (à travers le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires par exemple), le financement et l'assistance technique notamment sur les territoires ruraux. Les effets du changement climatique, l'urbanisation, les besoins en eau croissants des secteurs agricoles et industriels ont un impact sur la ressource et sur le cycle naturel de l'eau. Les catastrophes naturelles liées aux inondations se sont multipliées ces dernières années dans la région avec des conséquences économiques, sociales et humaines (exemple : inondations subies dans le Département de l'Aude ou à Saint-Béat en Haute-Garonne).

Si les impacts sont déjà visibles en Occitanie, les prévisions d'ici 2070 liées au dérèglement climatique fournies par les agences de l'eau sont encore plus inquiétantes :

- Augmentation de l'évapotranspiration de 10 à 30% ;
- Baisse de la recharge des nappes jusqu'à 50% ;
- Baisse du débit moyen des rivières de 10 à 40% ;
- Hausse des températures moyennes de l'eau jusqu'à 2,2°C.

L'urgence de la situation impose aux collectivités territoriales françaises d'adapter leur politique de gestion de l'eau. Les réponses et solutions innovantes à ces préoccupations partagées par les collectivités et gouvernements locaux des deux rives, peuvent être trouvées dans le cadre d'un dialogue et d'un partage d'expérience multilatéral intégré aux dynamiques de coopération. C'est l'objectif et l'essence même de ce projet.

L'innovation de ce projet réside dans la création d'un espace de dialogue entre les collectivités d'Occitanie engagées en coopération sur la rive Sud de la Méditerranée et avec leurs partenaires : une dynamique territoriale inédite avec un projet mutualisé entre plusieurs collectivités de la région Occitanie. Des déplacements au Maroc et en Palestine de binôme 2 techniciens et un élu sont prévus dans le cadre de cet appel à projets.

A l'issue de la première phase de sélection, la DAECT a émis un avis favorable sur le projet déposé. Pour finaliser le soutien de la DAECT, une campagne de recrutement des collectivités manquantes (minimum 5 collectivités françaises parties prenantes) sera engagée jusqu'en septembre 2021 afin de pouvoir déposer le dossier final le 15 septembre 2021.

Coordination et pilotage du projet : Occitanie Coopération ;

Collectivités partenaires : Région Occitanie, Conseil Départemental de l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole ;

Partenaires techniques associés déjà identifiés : Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, Experts solidaires, Cari

### **Calendrier prévisionnel**

Début du projet : octobre 2021

Fin du projet : décembre 2022

### **Budget prévisionnel**

- Montant total du projet estimé : 162 500 € ;
- Montant de la demande de subvention au MEAE 80 000 € ;
- Participation de Montpellier Méditerranée Métropole : 8 000 € ;
- Participation Région : 8 000 € ;
- Participation Conseil départemental de l'Aude : 8000 € ;
- Collectivité 4 : 8000 € ;
- Collectivité 5 : 8000 €.

### **Mission au Maroc pour le lancement du premier comité de pilotage de la coopération décentralisée solidaire Projet de gestion intégrée de la ressource en eau dans la vallée de l'Arghen – Maroc (Délibération n°M2020-294)**

Pour rappel, le projet de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau avec l'intercommunalité de la vallée de l'Arghen au Maroc consiste à réaliser des points d'eau potable, des systèmes d'assainissement, un dispositif pilote de retenue des eaux, des actions destinées à améliorer la gestion de l'eau dans la vallée, des actions d'accompagnement technique et de sensibilisation des populations locales sur l'eau et l'environnement.

Il se situe dans une vallée accompagnée par la première Agence de l'eau marocaine, en association avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse. Il s'inscrit dans la continuité de deux projets soutenus financièrement par la Métropole et portés par Montaud en 2016 et Saint-Drézéry en 2018. Ainsi en 2018, les maires de l'Arghen ont rencontré à Montpellier la Vice-Présidente en charge de l'eau et de l'assainissement, la directrice de la Direction Eau et Assainissement de la Métropole, le responsable de la Régie des eaux, le syndicat mixte Garrigues-Campagne ainsi que des maires de la Métropole. C'est sur la base de cette rencontre avec les élus français que les maires de la vallée de l'Arghen ont décidé la création d'un Établissement de Coopération Intercommunale (ECI), un des tous premiers au Maroc.

Une convention cadre de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ECI de la vallée de l'Arghen a été signée le 1<sup>er</sup> juillet 2021, avec comme première convention d'application, une convention programme dans le domaine de l'eau avec l'association Experts Solidaires.

Le premier comité de pilotage doit se tenir en novembre, au plus tard décembre 2021 au Maroc. L'objectif de cette mission est de rencontrer l'ensemble des partenaires du projet et de tenir le premier comité de pilotage.

Il est proposé une participation d'un élu de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que de deux agents de la Métropole. Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 6 000 euros. La Métropole prend en charge les prestations de transport, hôtel et repas. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la réponse à l'appel à projet « Clé en main » de la DAECT ;
- D'autoriser l'organisation d'une mission fin 2021 dans la Vallée de l'Arghe (Maroc) dans le cadre du projet de gestion intégrée de la ressource en eau dans la vallée de l'Arghe, selon les modalités exposées ci-dessus ;
- De dire que les dépenses sont inscrites au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Zohra DIRHOUSI, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-  
Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-164157-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.